ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2027

Lettre ouverte aux Françaises et aux Français

La France ne manque ni de courage, ni d'intelligence, ni de talents.
Elle a besoin de retrouver un cap.

Mes chers compatriotes,

Il y a quelque chose que je n'ai jamais réussi à accepter : que l'on puisse s'habituer à l'inacceptable.

S'habituer à voir des personnes travailler sans parvenir à vivre dignement. S'habituer à ce qu'une famille doive convaincre un propriétaire qu'elle mérite de se loger. S'habituer à attendre des mois pour se soigner. S'habituer à la violence, aux injustices, aux démarches administratives interminables, aux renoncements successifs.

S'habituer, surtout, à entendre que tout cela serait devenu normal.

Non. Ce n'est pas normal. Et ce n'est pas une fatalité.

Je suis convaincue que la France peut retrouver sa force, sa confiance et sa place dans le monde. Mais je suis tout aussi convaincue que cela ne se fera ni avec les mêmes méthodes, ni avec les mêmes réflexes, ni avec cette manière de gouverner qui consiste trop souvent à demander toujours davantage aux Français sans jamais véritablement remettre en question le fonctionnement de l'État.

C'est avec cette conviction, et après une longue réflexion, que j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle de 2027, avec le mouvement Les Français Engagés.

Je sais ce que cette décision engage, pour moi comme pour ceux qui m'entourent. Je connais la responsabilité qu'elle représente, l'exigence qu'elle impose et les critiques qu'elle suscitera.

Mais je crois profondément que la République doit rester ouverte à celles et ceux qui ont quelque chose à lui apporter, indépendamment de leur appartenance à un grand parti, de leur notoriété médiatique ou des réseaux dont ils disposent.

La présidence de la République ne devrait jamais être considérée comme l'aboutissement réservé d'une carrière politique. Elle est d'abord une responsabilité envers un peuple.

D’où je vous parle

Je suis une femme, une mère de trois enfants, une entrepreneure, une ancienne élue locale et une citoyenne française profondément attachée à son pays.

J’ai exercé les fonctions d’adjointe au maire de Roubaix et de conseillère métropolitaine au sein de la Métropole européenne de Lille.

Ces responsabilités m’ont appris que l’action publique n’appartient jamais à une seule personne. Les réussites d’une collectivité sont toujours le fruit d’un travail collectif, de décisions partagées et de l’engagement quotidien d’élus, d’agents publics, de partenaires et de citoyens.

Elles m’ont également permis de découvrir les forces de nos institutions, mais aussi leurs contradictions, leurs lenteurs et les obstacles qu’elles opposent parfois à ceux qu’elles sont censées servir.

J’ai appris qu’une bonne intention ne fait pas nécessairement une bonne politique. Qu’une décision prise loin du terrain peut produire des conséquences que ses auteurs n’avaient pas imaginées. Et qu’il ne suffit pas d’annoncer une mesure pour qu’elle améliore réellement la vie de quelqu’un.

Mais ma vie ne se résume pas à mes mandats.

J’ai entrepris, créé, accompagné des projets, travaillé avec des acteurs économiques, associatifs et institutionnels, en France comme à l’international.

J’ai aussi consacré une part importante de mon travail intellectuel à la politique et à la géopolitique, à travers l’écriture d’une dizaine d’ouvrages consacrés à notre pays, à ses institutions, à ses relations internationales et aux transformations du monde.

Ce travail n’est pas né d’une ambition électorale soudaine. Il est le prolongement d’un intérêt ancien et profond pour les rapports de force internationaux, les civilisations, les choix stratégiques et les mécanismes du pouvoir.

Je ne découvre ni la complexité de la France ni celle du monde à l’approche d’une élection.

Et puis, il y a la vie. Celle qui ne figure pas dans les biographies officielles.

J’ai connu des violences qui marquent une existence, des injustices qui bouleversent une vie et des épreuves qui obligent à se reconstruire. Certaines blessures ne disparaissent jamais complètement. Mais elles ne doivent pas décider à notre place de ce que nous deviendrons.

Je sais ce que signifie devoir trouver la force de continuer lorsqu’on aurait toutes les raisons de s’effondrer. Je sais aussi combien la dignité, la justice et la protection des personnes sont essentielles, parce que ces mots ne sont pas pour moi de simples concepts politiques.

J’ai également connu les difficultés personnelles, familiales, professionnelles et matérielles. Les moments où tout semble se compliquer en même temps, où il faut continuer malgré la fatigue, les obstacles et les déceptions.

J’ai appris à me battre, à recommencer, à trouver des solutions lorsque les portes se ferment.

Je n’ai pas toujours gagné mes combats. J’ai commis des erreurs, accordé parfois trop facilement ma confiance, consacré du temps et de l’énergie à des causes ou à des personnes au détriment de mes propres intérêts.

Mais je n’ai jamais considéré que la difficulté constituait une raison suffisante pour abandonner.

Qu’il s’agisse de politique, de responsabilités professionnelles, d’une personne en difficulté ou même d’un animal en détresse, j’ai toujours eu du mal à détourner le regard.

On peut me reprocher de trop m’engager, de ne pas savoir suffisamment me préserver, de vouloir parfois porter davantage que ce qui m’incombe. Je sais que cette disposition a un coût.

Mais je préfère apprendre à mieux mesurer mes engagements que devenir indifférente à ce qui arrive aux autres.

Je ne confonds pas la force avec la dureté, ni la sensibilité avec la faiblesse.

Je peux être déterminée sans être insensible, exigeante sans être méprisante, ferme sans renoncer à l’humanité.

Je n’ai pas un parcours sans accrocs, et je ne chercherai pas à le présenter ainsi. J’ai appris de mes erreurs comme de mes rencontres. Ce que je sais, c’est que les épreuves ne devraient jamais nous interdire d’avancer.

C’est aussi de cette expérience que naît ma conception de la responsabilité publique.

La France que je veux pour demain

Je voudrais que nous imaginions un instant la France dans dix ou vingt ans.

Un enfant qui entre aujourd’hui à l’école devrait pouvoir en sortir avec des connaissances solides, une capacité de réflexion, le respect des autres et la liberté de construire son avenir.

Un jeune adulte devrait pouvoir choisir entre les études, l’apprentissage, l’entrepreneuriat ou l’exercice d’un métier sans avoir le sentiment qu’une voie serait moins honorable qu’une autre.

Une personne qui travaille devrait pouvoir se loger, se déplacer, nourrir sa famille, se soigner et envisager l’avenir sans vivre dans l’angoisse permanente du lendemain.

Une femme devrait pouvoir circuler librement, entreprendre, exercer des responsabilités et vivre sans craindre les violences ou les discriminations.

Une personne âgée devrait pouvoir vieillir dignement, sans devenir une charge financière ou administrative insurmontable pour ses proches.

Une personne malade ou handicapée devrait pouvoir compter sur un système qui l'accompagne au lieu de l'épuiser dans des démarches répétées.

Nos agriculteurs devraient pouvoir vivre de leur production. Nos artisans et nos entrepreneurs devraient consacrer davantage de temps à leur métier qu'à justifier leur existence auprès de multiples administrations.

Et nos enfants devraient pouvoir grandir dans un pays qui leur transmet autre chose que des dettes, des inquiétudes et des conflits.

Cette France n'a rien d'extravagant. C'est précisément ce que notre République devrait être capable de garantir.

Pourtant, nous avons progressivement accepté que des droits essentiels deviennent des parcours d'obstacles.

Nous avons multiplié les dispositifs, les formulaires, les contrôles, les organismes et les réglementations, jusqu'à construire parfois une administration dont la complexité finit par décourager ceux qu'elle devrait aider.

Nous avons confondu le contrôle avec l'efficacité, la norme avec la protection, la dépense avec le résultat.

Il est temps de changer de méthode.

Un État qui assume ses missions et qui fait confiance

Je défends une conception simple de l'action publique : l'État doit être fort là où il est indispensable, et savoir s'effacer là où les citoyens peuvent agir librement et efficacement.

Il doit protéger la Nation, garantir la sécurité, rendre la justice, assurer les grandes solidarités, transmettre les savoirs, préserver nos intérêts stratégiques et préparer l'avenir.

Il ne doit pas chercher à organiser chaque détail de nos existences. Il ne doit pas considérer chaque citoyen comme un fraudeur potentiel, chaque entrepreneur comme un suspect ou chaque famille comme un dossier à contrôler.

La confiance doit redevenir un principe de fonctionnement de notre société.

Prenons le logement.

Comment avons-nous pu accepter qu'une personne disposant de revenus doive parfois produire une accumulation de justificatifs, d'avis d'imposition, de bulletins de salaire et de documents personnels pour simplement espérer louer un logement ?

Je veux simplifier radicalement ces démarches, permettre la justification des ressources par des moyens adaptés aux différentes situations professionnelles et redonner sa place à la garantie locative, sans multiplier les intrusions dans la vie privée.

Prenons l'école.

Je veux qu'elle retrouve pleinement sa mission d'instruction, de transmission et d'émancipation. Je veux aussi que nous assumions une véritable responsabilité collective face aux dangers numériques auxquels sont exposés les mineurs, en imposant aux plateformes des obligations effectives de protection.

Prenons enfin le fonctionnement de l'État.

Je veux que les politiques publiques soient organisées autour de missions clairement définies, avec des objectifs, des responsabilités identifiées, des moyens cohérents et des résultats évalués publiquement.

Nous ne devrions plus juger l'efficacité d'une politique au nombre d'annonces qu'elle produit, mais aux changements qu'elle apporte réellement dans la vie des Français.

Un État respecté n'est pas un État qui décide de tout. C'est un État qui accomplit ce qu'il doit faire et qui répond de ses décisions.

Rassembler sans renoncer à nos principes

Je refuse que l'avenir de notre pays se résume à une opposition permanente entre la droite et la gauche, entre les générations, entre les territoires, entre les croyants et les non-croyants, entre les Français dont les familles vivent ici depuis des siècles et ceux dont l'histoire familiale a commencé ailleurs.

Nous n'avons pas tous les mêmes opinions, les mêmes origines, les mêmes traditions ou les mêmes convictions. Et nous n'avons pas à les avoir.

Mais nous partageons une République, une citoyenneté, des institutions, une histoire nationale et des lois communes.

La France ne demande pas à chacun d'effacer son identité personnelle. Elle demande à chacun de respecter le cadre commun qui permet à tous de vivre libres et égaux.

La laïcité est l’un des fondements de cet équilibre.

Elle garantit la liberté de croire, de ne pas croire, de pratiquer une religion ou de n’en pratiquer aucune, dans le respect de la loi.

Elle ne doit être ni une arme dirigée contre une religion, ni un principe que l’on abandonne par peur de déplaire.

Je crois également que la sécurité constitue une condition fondamentale de la liberté.

On ne peut pas être véritablement libre lorsqu’on a peur de sortir de chez soi, lorsqu’on subit des violences, lorsque des trafics s’installent dans son quartier ou lorsque la loi semble ne plus s’appliquer de la même manière à tous.

L’autorité républicaine doit être ferme, juste et constante.

Les extrémismes, les violences politiques, le racisme, l’antisémitisme, les discriminations et les idéologies qui cherchent à imposer leurs règles au-dessus de celles de la République doivent être combattus avec la même détermination.

Je ne crois pas qu’il faille choisir entre protéger notre identité nationale et respecter la dignité humaine. Je ne crois pas davantage qu’il faille choisir entre soutenir nos forces de l’ordre et défendre les libertés publiques.

Rassembler ne consiste pas à renoncer à ses convictions pour plaire à tout le monde. Rassembler, c’est établir des principes communs suffisamment solides pour permettre à des personnes différentes de construire ensemble.

C’est le sens que je donne aux Français Engagés.

Une présidente n’a pas vocation à tout faire

Je veux également vous dire très clairement comment je conçois la fonction présidentielle.

Je ne crois pas au dirigeant providentiel qui prétend tout savoir, tout comprendre et tout décider.

Aucun être humain ne possède toutes les compétences nécessaires pour gouverner seul un pays comme la France. Et prétendre le contraire serait déjà une erreur de jugement.

Je conçois la présidence comme la direction d’un grand orchestre.

Le chef d’orchestre ne joue pas de tous les instruments. Il doit connaître la partition, fixer le rythme, entendre les déséquilibres, permettre à chaque talent de s’exprimer et garantir la cohérence de l’ensemble.

Il doit surtout savoir choisir les meilleurs.

Je veux m’entourer de femmes et d’hommes compétents, expérimentés, intègres et capables de décider, quelles que soient leurs appartenances politiques, dès lors qu’ils partagent les principes républicains et les objectifs de la mission qui leur est confiée.

Je ne veux pas constituer un gouvernement de récompenses partisanes. Je veux des personnes qui connaissent leur métier, travaillent ensemble et assument leurs décisions.

Des ministres choisis pour leurs compétences, leur connaissance des dossiers, leur capacité à travailler et à rendre compte.

Des administrations respectées, mais également responsabilisées.

Des élus locaux écoutés, parce qu’ils connaissent les réalités que les décisions nationales ne peuvent ignorer.

Des citoyens associés lorsque leur expérience permet d’améliorer les politiques publiques.

La fonction présidentielle doit fixer les grandes orientations, garantir le fonctionnement régulier des institutions, assurer la continuité de l’État et exercer pleinement ses responsabilités constitutionnelles.

Elle ne doit pas se substituer quotidiennement au Gouvernement, au Parlement, aux collectivités ou aux professionnels de terrain.

Je ne veux pas être une présidente qui s’occupe de tout. Je veux être une présidente qui veille à ce que chacun puisse accomplir pleinement sa mission.

Cela suppose une exigence permanente : ne pas confondre la loyauté avec l’obéissance aveugle, ni la contradiction avec la déloyauté.

Je préfère être entourée de personnes capables de me dire que je me trompe plutôt que de personnes qui me donnent systématiquement raison.

Car gouverner exige aussi de savoir écouter, arbitrer et reconnaître une erreur.

La France doit retrouver sa place dans le monde

La politique internationale n’est pas, à mes yeux, un sujet secondaire que l’on aborde entre deux crises intérieures. Elle conditionne une partie considérable de notre avenir.

Nos choix énergétiques, nos industries, notre agriculture, notre sécurité, nos technologies, nos approvisionnements et notre économie dépendent aussi des rapports de force internationaux.

Le monde change profondément.

Les grandes puissances redéfinissent leurs stratégies. De nouveaux équilibres apparaissent. Les conflits se multiplient. Les dépendances économiques deviennent des instruments de pression. Les technologies transforment la puissance des États.

Dans ce contexte, la France doit retrouver une diplomatie ambitieuse, indépendante, cohérente et respectée.

Je crois à une France capable de dialoguer avec les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, les pays africains, le monde arabe et l'ensemble de ses partenaires, sans confondre le dialogue avec l'approbation.

Une France fidèle à ses alliances et à ses engagements internationaux, mais qui conserve sa liberté d'analyse, sa capacité d'initiative et la défense de ses intérêts.

Une France qui défend le droit international, recherche la paix et sait que la diplomatie ne consiste pas uniquement à parler à ceux avec lesquels nous sommes déjà d'accord.

Une France qui ne se contente pas de commenter les décisions des autres puissances, mais qui redevient une force de proposition.

Je veux que notre pays retrouve une stratégie de long terme, notamment en matière d'indépendance énergétique, industrielle, alimentaire, scientifique et technologique.

Je veux aussi que nous retrouvions le goût de la diplomatie, de la négociation, de la connaissance des cultures et du respect entre les nations.

C'est un domaine auquel je consacre depuis longtemps une part essentielle de mes réflexions et de mes écrits.

Mais je sais également qu'une ambition internationale ne peut être durable si elle n'est pas soutenue par une nation solide.

La France ne pourra retrouver toute son influence dans le monde que si elle retrouve d'abord sa confiance en elle-même.

Ma priorité sera donc de faire en sorte que les Français vivent mieux, que l'État fonctionne mieux et que notre économie retrouve les moyens de produire, d'innover et de transmettre.

Dans le même temps, la politique étrangère devra être conduite avec continuité, méthode et ambition, conformément aux responsabilités propres du président de la République.

Car le quotidien des Français et la place de la France dans le monde ne sont pas deux ambitions concurrentes. Ils sont indissociables.

Pourquoi 2027 ?

Parce que nous ne pouvons pas continuer à considérer chaque élection présidentielle comme une occasion de tout promettre, pour ensuite expliquer que rien ne pouvait réellement être fait.

Parce que la défiance envers les institutions s’est installée au point de devenir, pour beaucoup, une forme de résignation.

Parce que les fractures de notre société ne disparaîtront pas simplement en changeant de majorité.

Parce que le monde évolue à une vitesse qui ne nous permet plus de reporter indéfiniment les décisions essentielles.

Et parce que les générations qui viennent n’ont pas à payer éternellement le prix de nos hésitations.

Je ne prétends pas qu’un quinquennat suffira à résoudre tous les problèmes accumulés depuis plusieurs décennies.

Je refuse les promesses impossibles, les chiffres lancés sans méthode et les réformes annoncées sans considération pour leurs conséquences.

Mais je refuse tout autant l’idée que la complexité serait une excuse pour l’immobilisme.

Nous ne pourrons pas tout transformer en cinq ans. Mais nous pouvons, en cinq ans, changer durablement notre manière de gouverner et la direction que prend notre pays.

Il faudra établir des priorités, faire des choix, expliquer les décisions, mesurer les résultats et accepter d’être jugés sur les actes.

Il faudra parfois avoir le courage de dire non.

Il faudra également savoir reconnaître ce qui fonctionne, même lorsque cela a été proposé par un adversaire politique.

Une bonne idée ne devient pas mauvaise parce qu’elle vient de la droite, de la gauche ou d’une personne qui ne partage pas nos convictions.

Et une mauvaise décision ne devient pas juste parce qu’elle est prise par notre propre camp.

Je veux remettre cette évidence au cœur de la vie publique.

Ce que je vous propose

Mes chers compatriotes,

Je ne vous demande pas de croire en une personnalité providentielle. Je ne vous demande pas de me suivre aveuglément. Je ne vous demande pas de partager toutes mes convictions.

Je vous propose d'examiner un projet, de confronter des idées, de participer à un débat et de construire une ambition commune pour notre pays.

Je sais que ma candidature pourra surprendre. Je sais que certains se demanderont pourquoi moi, pourquoi maintenant, et avec quelle légitimité.

Ces questions sont normales. Elles méritent des réponses.

Ma légitimité ne peut pas reposer uniquement sur mon parcours, mes convictions ou ma détermination.

Elle devra se construire par la qualité de mon projet, par la cohérence de mes engagements, par ma capacité à réunir des compétences et, finalement, par la confiance que les Français choisiront ou non de m'accorder.

Je ne cherche pas à être aimée de tous. Je souhaite être entendue, comprise, discutée et jugée avec exigence.

Je ne promets pas de ne jamais me tromper. Je promets de ne jamais considérer la responsabilité publique comme un privilège personnel.

Je ne promets pas de satisfaire toutes les attentes. Je m'engage à rechercher des décisions justes, cohérentes et utiles, en tenant compte de leurs conséquences réelles.

Je ne promets pas une France sans désaccords. Je veux une France capable de dépasser ses désaccords pour agir.

C'est pourquoi j'invite toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à participer à cette démarche.

Que vous soyez salarié, indépendant, fonctionnaire, agriculteur, étudiant, retraité, chef d'entreprise, élu, bénévole associatif ou simplement citoyen soucieux de l'avenir de notre pays, votre expérience mérite d'être entendue.

Je veux connaître vos propositions, mais aussi vos objections. Je veux entendre ce qui fonctionne dans votre quotidien et ce qui ne fonctionne plus.

Je veux que les Français Engagés deviennent un espace où l'on puisse débattre sans être immédiatement enfermé dans une étiquette politique.

Parce que l'intelligence collective n'est pas un slogan. Elle suppose d'accepter que les autres puissent nous apprendre quelque chose.

La France n’a pas besoin que nous soyons tous d’accord. Elle a besoin que nous soyons capables d’avancer ensemble.

Je crois en notre pays. Je crois en ses talents, en son courage, en sa capacité d’invention, en son histoire et en son avenir.

Je crois en cette France qui travaille, qui soigne, qui enseigne, qui protège, qui produit, qui crée, qui élève ses enfants et qui continue, malgré les difficultés, à tendre la main aux autres.

Je crois qu’il est possible de retrouver une République exigeante sans être brutale, protectrice sans être étouffante, souveraine sans être isolée, ouverte sans être naïve.

Et je crois que nous pouvons retrouver une manière de gouverner qui respecte davantage les Français, leurs libertés, leur intelligence et leur capacité à prendre leurs propres décisions.

La France ne manque pas de forces. Elle manque d’une direction capable de les réunir.

Je suis prête à prendre ma part de cette responsabilité.

Non pour gouverner à votre place, mais pour contribuer à redonner à notre pays les moyens de décider de son avenir.

Non pour vous promettre l’impossible, mais pour engager ce qui est nécessaire.

Non pour diviser davantage, mais pour reconstruire ce qui nous unit.

La France n’attend pas un sauveur. Elle attend que nous reprenions, ensemble, notre destin en main.

Vive la République. Vive la France.



Candidate à l’élection présidentielle de 2027
Fondatrice du mouvement Les Français Engagés

Octobre 2026